



Approuvé par l'Agora le 9 mars 2022

ET TOI, TU SAIS OÙ DORMIR CE SOIR ?

Les solutions des jeunes pour lutter contre
le sans-abrisme et le mal-logement

POINTS ABORDÉS DANS L'AVIS

INTRODUCTION : ABOLIR LE SANS-ABRISME, UNE UTOPIE ?

LE SANS-ABRISME

LES REPRÉSENTATIONS DES JEUNES SUR LE SANS-ABRISME

LES SENTIMENTS DES JEUNES

LES PISTES DE SOLUTIONS

EN FINIR AVEC LE SANS-ABRISME

PLAIDOYER

Ont participé à ce projet en leur qualité de jeunes : [Basil](#), [Drissia](#), [Florence](#), [Julien](#), [Maya](#), [Myrtille](#), [Rose](#) et [Thomas](#).

UN TOUT GRAND MERCI

Pendant la construction de cet Avis, nous avons rencontré plusieurs personnes qui par leur expertise et leur connaissance du terrain nous ont permis de mieux comprendre la problématique. Nous remercions donc chaleureusement [Emily Clissold](#) (Service de Lutte contre la Pauvreté), [Renaud De Backer](#) (Housing First Belgium), [Fanny Laurent](#) (Macadam), [Chloé Thôme](#) (L'Ilot ASBL) et [Martin Wagener](#) (UCLouvain-CIRTES) pour leur précieuse contribution et leurs différents éclairages sur la thématique. Nous tenons également à saluer le travail de l'ensemble des travailleurs et travailleuses de terrain pour leur rôle essentiel dans l'accompagnement des personnes en situation de mal-logement ou de sans-abrisme.

Un projet du **Forum des Jeunes** accompagné par :

[Axelle Beyaert](#) - chargée de communication externe en 2020

[Mickael Scaufaire](#) - détaché pédagogique et chargé de projet mickael.scaufaire@cfwb.be

Mise en page par [Nayira Painblanc-Dupriez](#)

Cet Avis a été remis en page en janvier 2025 à l'occasion d'une réimpression.



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION : ABOLIR LE SANS-ABRISME, UNE UTOPIE ?

4

Citations

5

Objectifs de la consultation

5

Sociologie de l'enquête - jeunesse solidaire
et jeunes concerné·e·s

6

LE SANS-ABRISME

7

LES REPRÉSENTATIONS DES JEUNES SUR LE SANS-ABRISME

8

LES SENTIMENTS DES JEUNES

9

Une jeunesse particulièrement exposée

9

Les causes du sans-abrisme

10

LES PISTES DE SOLUTIONS

13

Le Housing First

13

Le difficile accès au logement

14

Freins économiques

14

Freins liés aux discriminations au logement

16

Une aide sociale plus efficiente via un meilleur accès aux droits

18

Mobiliser le bâti existant

19

Nouvelles infrastructures et changements de stratégie

20

La réduction des inégalités

21

Miser sur la formation et l'emploi

22

Une politique d'accueil plus digne

23

La sensibilisation à la thématique et à l'engagement

24

D'autres points d'attention plus difficiles à cerner

26

Donner la parole aux personnes concernées

28

Les besoins concrets des jeunes en situation
d'errance ou de sans-abrisme

29

EN FINIR AVEC LE SANS-ABRISME

30

Pour ne laisser personne derrière

30

Pour réaffirmer la force de notre société démocratique

31

Ne plus mourir en rue

31

PLAIDOYER SYNTHÉTISÉ

32

INTRODUCTION : ABOLIR LE SANS-ABRISME, UNE UTOPIE ?



Le **Forum des Jeunes** est l'organe de représentation officiel des 16-30 ans en Fédération Wallonie-Bruxelles. Créé autour de valeurs fortes et rassemblant toutes celles et ceux qui désirent s'engager durablement dans un monde toujours plus complexe, le Forum des Jeunes s'empare de tous les sujets de société qui concernent les jeunes.

Dans son ADN sont inscrites les valeurs suivantes : ouverture d'esprit, innovation, participation, respect et solidarité.

Les membres du Forum ne pouvaient donc rester insensibles à la condition des personnes vivant dans la rue ou d'autres jeunes en situation d'errance.

Pouvoir s'engager est un privilège : il faut disposer de temps. Il faut connaître les réseaux qui permettent les synergies nécessaires aux projets ambitieux. Mais il faut surtout jouir de conditions matérielles confortables pour ne pas à avoir à composer avec des réalités plus urgentes.

Exercer sa citoyenneté et s'engager en contexte de pandémie est difficile. Le projet mené par les jeunes du Forum des Jeunes a été impacté par les différents protocoles, mais aussi par une ligne de conduite prudente : ne pas être vecteur de risques, ne pas mettre en danger des publics fragilisés.

L'Avis suivant est donc un **recueil de la parole d'une jeunesse dans son ensemble**. Une jeunesse qui s'exprime au sujet d'un problème qui n'est pas toujours un quotidien directement vécu. Néanmoins, des yeux, un cortex et un cœur sont des organes dont disposent les jeunes. En parallèle avec cette jeunesse en front commun contre le sans-abrisme, des jeunes que la thématique concerne de façon directe font état de leurs réalités et font part de leurs besoins.

Intolérable, révoltante et anachronique, l'absence d'un chez-soi s'attaque de plein front à l'individu puisqu'elle entrave son émancipation personnelle, ses projets professionnels et conditionne entièrement sa liberté. Pourtant, le sans-abrisme est souvent envisagé sous l'angle de mauvais choix individuels ou d'accidents dans des trajectoires sinueuses par une partie de l'opinion.

Mais comment expliquer alors que des jeunes, dès le début de leur parcours, connaissent l'errance et la précarité ? Est-ce seulement acceptable de devoir formuler cette question ? Est-il possible au XXI^e siècle de penser cette idée sans être profondément horrifié-e par sa simple existence ?

Comment la jeunesse dans son ensemble peut-elle être une partie de la solution ?

Cet Avis se veut éclairant sur les conceptions des 16-30 ans à ce sujet.

Des jeunes qui désirent être force de proposition pour que cette situation appartienne définitivement à un passé révolu.

Utopie peut-être mais utopie indispensable pour les jeunes.

Si l'utopie est étymologiquement le non-lieu, le sans-abrisme, lui, n'a plus lieu d'être.



CITATIONS

Sauf mention contraire, les chiffres présentés dans l'Avis sont issus d'une consultation du Forum des Jeunes entre mars 2021 et janvier 2022 et des réflexions d'un groupe de travail composé de membres du Forum des Jeunes au cours de focus groups impliquant régulièrement des expert·e·s de cette thématique (voir remerciements).

Lorsque les informations sont issues d'une autre publication ou d'un travail extérieur à notre structure, l'information est sourcée, soit directement, soit sous la forme de notes de bas de page.

Si aucune source ou mention n'est précisée, il s'agit alors directement d'un commentaire laissé par un ou une jeune consulté·e dans le cadre du processus.

OBJECTIFS DE LA CONSULTATION

La consultation visait l'objectif stratégique de mobiliser la jeunesse au sujet de la problématique du sans-abrisme à travers les objectifs opérationnels suivants :

- Mesurer la sensibilité et le degré d'engagement des jeunes
- Mettre la jeunesse en réflexion sur ce sujet en particulier sur les causes, solutions et ses acteurs
- Mesurer le degré d'adhésion au Housing First
- Récolter des propositions concrètes de solutions



SOCIOLOGIE DE L'ENQUÊTE : JEUNESSE SOLIDAIRE ET JEUNES CONCERNÉ·E·S

Le travail du Forum des Jeunes sur le sans-abrisme a commencé en juin 2020. Né d'une initiative de jeunes, il a rassemblé régulièrement huit jeunes qui ont mené une enquête de fond.

La démarche a d'abord été de consulter des expert·e·s de la thématiques comme Emily Clissold du Service de Lutte contre la Pauvreté, Renaud De Backer du Housing First, Chloé Thôme de l'Îlot et Martin Wagener, sociologue. Nous les remercions pour leur temps et leur inestimable contribution.

Le contexte sanitaire a rendu l'initiative compliquée à concrétiser, en particulier les rencontres avec d'autres structures qui ont été contactées, mais qui ne pouvaient pas répondre à notre demande. Nous saluons leur travail et sommes à leur disposition pour pouvoir continuer à investiguer sur cette thématique. Nous ne pouvons donc malheureusement pas relayer leurs demandes plus concrètes dans le cadre de ce document.

Afin de lancer la consultation, une [vidéo de sensibilisation](#) a été réalisée et est disponible sur nos réseaux. Cette vidéo n'aurait pu se faire sans l'aide du BIJ qui l'a financée dans le cadre de son projet : "Citoyens en action". Nous réitérons ici notre gratitude et en profitons pour remercier également Citizen Motion qui a assuré l'aspect technique de cette réalisation.

Concernant l'enquête en elle-même, elle rassemble, outre les témoignages et contributions du groupe de travail composé des huit jeunes, l'avis de 494 personnes âgées de 16 à 30 ans sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La composition sociologique des répondant·e·s est

- en termes de genre : une surreprésentation des femmes (64%)
- en termes d'âge : 50% de 16-18 ans, 36% de 19-24 ans, 14% de 25-30 ans
- en termes de lieu de vie : 50 % de personnes habitant en ville, 28% à la campagne et 22% en alternance ou dans un milieu périurbain
- en termes de profil : l'enquête a surtout touché des étudiant·e·s (82%) dont 16 % sont également sur le marché de l'emploi
- en termes géographiques, les différents arrondissements ont été touchés
- 61 réponses sont incomplètes.

Le taux de participation limité à cette enquête peut s'expliquer par plusieurs facteurs :

- La thématique ne concerne pas forcément tou·te·s les jeunes que ce soit par manque d'intérêt ou par manque de compétence et de légitimité sur la question.
- Le contexte sanitaire a empêché le Forum des Jeunes de diffuser son enquête dans les lieux fréquentés par la jeunesse comme les festivals.
- Il était difficile d'entrer dans les écoles durant la crise du Covid-19 alors que le public scolaire est un pan important de l'échantillon traditionnel du Forum des Jeunes.
- Sociologiquement, nos réseaux, en particulier sociaux, ne touchent pas des publics plus fragilisés.
- Par définition, le public des jeunes en errance est très difficile à toucher et nous n'avons pas la prétention d'être une association de terrain directement en contact avec ces jeunes.

LE SANS-ABRISME

1 Certains mots ont été regroupés sous la même idée ou leur orthographe a été harmonisée. (Outil utilisé : <https://nuagedemots.co/> à partir des réponses à la question : "Quels sont les trois premiers mots qui te viennent en tête lorsqu'on parle de sans-abrisme ?")

Une des premières questions de la consultation consistait à demander aux répondant·e·s trois mots que leur évoquent le sans-abrisme, le résultat est présenté ici sous la forme d'un nuage de mots¹ :



On voit parfaitement que le terme sans-abrisme crée de l'empathie chez les jeunes qui évoquent essentiellement quatre types d'idées :

- Celles liées aux **représentations** : sale, seul, alcoolisme, hygiène, SDF,...
- Celles liées aux **sentiments** : tristesse, aide, paumés, détresse, malheur, inconfort, peine
- Celles liées aux **causes** et aux **conséquences** : pauvreté, travail, alcool, manque, difficultés, nourriture,...
- Enfin, celles liées à la **dénonciation** : injustice, manque, marginalisation, précarité, État, absence,.. et le très percutant : *Oubliés*

L'avis sera structuré en fonction de ce découpage.

LES REPRÉSENTATIONS DES JEUNES SUR LE SANS-ABRISME

Dans les villes comme Charleroi, c'est tous les jours.



Plus de **8 jeunes sur 10** disent constater le sans-abrisme régulièrement, voire quotidiennement

Tout d'abord, il faut souligner que le sans-abrisme est très présent dans notre société. Plus de 8 jeunes sur 10 disent le constater régulièrement, voire quotidiennement. En ville, la part des réponses évoquant une confrontation quotidienne s'élève à plus de 54%. Rappelons toutefois que la précarité touche aussi les campagnes, de façon peut-être moins visible mais réelle : *"En raison d'une accessibilité réduite faute de transports publics, les ménages sont souvent contraints d'acquies un véhicule pour accéder aux emplois et aux services (école, poste, magasins, banque, services communaux, soins de santé, etc.) ce qui représente une dépense très importante pour des personnes à faibles revenus. De plus, les distances parcourues sont plus longues, ce qui induit des frais de déplacement plus élevés, et ce, quel que soit le mode de transport."*²

Afin de mieux percevoir les représentations mentales des répondant-e-s, une analyse des occurrences de certains termes a été effectuée. Il ressort de cette analyse que lorsque les jeunes parlent des sans-abris, elles-ils évoquent une personne pauvre (13% des réponses totales) manquant d'hygiène, alcoolique et qui mendie tout en étant parfois agressive et faisant peur.

Cette image est le stéréotype du "clochard": selon Martin Wagener, sociologue, c'est une *"figure classique de la pauvreté extrême, les personnes faisant la manche dans les espaces publics ou encore la famille migrante sans logement comme figure plus «moderne»"*³. Cette image est celle issue des médias et particulièrement du monde des œuvres cinématographiques ou télévisuelles. Or, la réalité est que ce cliché ne correspondrait qu'à une minorité des personnes qui vivent sans logement.

Et dans les commentaires, on retrouve à juste titre le concept d'errance : soit le fait que des jeunes n'ont pas de chez soi, mais trouvent le moyen de se loger plus ou moins quotidiennement. Cette errance est évidemment très difficile à quantifier mais toucherait, selon le Forum contre les inégalités, plusieurs milliers de jeunes mineur-e-s en Belgique⁴ : les "incasables".

Parallèlement, cette image du *SDF hollywoodien* masque également le problème des familles ou des femmes seules sans logement.

Au sujet de l'exposition médiatique toujours, plus de 8 jeunes interrogé-e-s sur 10 regrettent également que l'hiver soit le seul moment où le sans-abrisme est médiatisé ou matière à discussion. Rappelons que la rue tue toute l'année, avec une stabilité implacable. *"Il n'y a pas plus de décès en hiver. Je n'ai jamais vu qu'il y avait plus de personnes qui mouraient à cause d'une vague de froid. Ni même à cause d'une vague de chaud d'ailleurs"* explique Florence Servais, du collectif Morts de la rue à la Dernière Heure en 2018⁵.

On voit donc que le phénomène du sans-abrisme est déjà un problème d'image et ces stéréotypes expliquent sans doute pourquoi près de 30% des jeunes ont peur de la réaction des sans-abris. Il y a donc urgence à changer l'image des personnes à la rue ou plus largement à appeler la population à faire évoluer ses représentations de la précarité.

D'ailleurs, plus de la moitié des jeunes se sentent mal informé-e-s sur ce sujet. Nous verrons plus loin que l'information est un point-clé du problème du sans-abrisme et du mal-logement.

2 Collectif, *Pauvrophobie, petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*, Luc Pire, 2016.

3 Cité in BIS n°172, 2014 disponible sur : https://biblio.helmo.be/opac_css/doc_num.php?explnum_id=2999

4 Via <https://www.le-forum.org/news/114/7/Les-incasables-le-documentaire->

5 HÉLÈNE GHILAIN, *Sans-abri: Il n'y a pas plus de décès en hiver*, La Dernière Heure, 26/02/2018.



30% des jeunes ont peur de la réaction des sans-abris.

LES SENTIMENTS DES JEUNES

Dans un deuxième temps, il apparaît que cette situation attriste les jeunes, qui se montrent solidaires des personnes sans-abris : 1 jeune sur 10 évoquant spontanément des sentiments d'empathie (tristesse, pitié, aide) à leur sujet et près de 70% des répondant·e·s déclarent avoir été ému·e·s par la situation des sans-abris pendant la crise sanitaire.

Les jeunes sont d'ailleurs plutôt pessimistes pour la suite :

- **46%** craignent que les conditions de vie des sans-abris ne se dégradent.
- **54%** estiment que le nombre de sans-abris va augmenter.

Dans cette même logique, 87% des jeunes trouvent que s'occuper du sans-abrisme devrait être une priorité en Belgique d'autant plus que plus d'un quart d'entre elles et eux estiment que les jeunes sont particulièrement touché·e·s par le sans-abrisme et les difficultés de logement.

1. UNE JEUNESSE PARTICULIÈREMENT EXPOSÉE

Un fait qui se vérifie avec des chiffres édifiants :

- 1** Près de 10 % des jeunes consulté·e·s ont déjà vécu dans un logement de mauvaise qualité.
- 2** Plus de 7% des jeunes ont déjà dû dormir chez des proches à cause de problèmes de logement.
- 3** Près d'1 jeune sur 20 a déjà été chassé·e de son domicile par un proche.
- 4** 3% des personnes interrogées se sont déjà retrouvées sans logement.
- 5** 12 % des jeunes connaissent une personne directement concernée par l'un de ces problèmes.

Globalement, c'est plus de 26% des jeunes interrogé·e·s qui sont confronté·e·s à des problèmes de logement, directement ou indirectement.

À cause d'une situation familiale compliquée, je ne pouvais juste pas rester chez moi parce que c'était mauvais pour ma santé mentale, je n'ai absolument pas été sans abri mais pendant plusieurs semaines d'affilée je restais dehors et seul même s'il faisait des températures bien en dessous de 0 et je dormais jamais chez moi quand quelqu'un pouvait m'accueillir.

Pendant mes secondaires, j'ai vécu chez mon père (super loin de chez moi + ma belle-mère n'appréciait pas ma présence) et je n'ai pas de chambre chez ma mère. Je loue une chambre parce que je n'ai une situation confortable chez aucun de mes parents (même si je m'entends très bien avec eux).

Je me suis fait expulser de mon logement dont mon père était locataire heureusement pour nous on a réussi à en trouver un autre très vite.



Il y a donc des jeunes qui connaissent de grandes difficultés matérielles dans toutes les classes, dans tous les auditoriums et sur tous les lieux de travail. Partout autour de nous. **Les problèmes de logement ne concernent pas que les personnes en rue, c'est un spectre continu de situations inacceptables allant du logement inadéquat à la survie en rue. Nous nous permettons d'insister : le sans-abrisme n'est que l'extrémité la plus dramatique de la question du mal-logement.** Un drame global auquel il faut répondre par des mesures structurelles en commençant par en identifier les causes.

2. LES CAUSES DU SANS-ABRISME

Il est évident, et nous l'avons vu, que les causes du sans-abrisme sont multiples puisqu'il faut souligner les particularités de chaque situation. Il est toutefois possible d'en dégager une série. Lors de l'enquête, nous avons donc invité les jeunes à choisir, parmi une liste de causes du sans-abrisme, quelles seraient les trois, dans leur chef, dont il faudrait s'occuper en priorité. Si on prend les causes mentionnées dans plus de 25% des cas, il est alors possible de trouver les causes les plus urgentes et/ou importantes à travailler selon les jeunes.

Près de la moitié des jeunes pensent donc que les **loyers trop élevés** sont la cause à laquelle il faut s'attaquer en priorité. Ensuite, on retrouve dans environ un tiers des réponses, le **manque de moyens financiers** et en troisième place, les **migrations**.

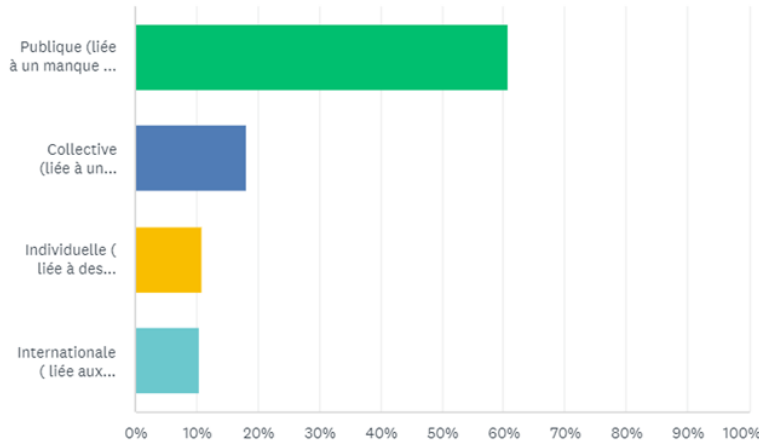
Enfin, dans les urgences, plus d'une personne sur quatre identifie **les difficultés à trouver un logement à cause de discriminations** et les **assuétudes** comme problèmes à régler prioritairement.

Voici le tableau présentant les réponses.

Les loyers trop élevés	40,54%
Le manque de moyens financiers	36,26%
Les migrations	32,88%
La difficulté à trouver un logement à cause des discriminations	27,25%
Les assuétudes (alcool, drogues,...)	26,58%
La meilleure connaissance des droits et de la simplification du système de protection sociale	24,32%
Le chômage	24,32%
Les violences familiales	22,07%
Le soutien insuffisant accordé aux personnes sortant d'un centre de soins, de l'hôpital, de prison, ou d'autres établissements publics	21,40%
L'isolement	21,40%
Les problèmes de santé	20,72%
Les violences conjugales	19,37%
Les conflits avec les parents	9,46%
L'intolérance familiale concernant son orientation sexuelle	8,78%
La rupture d'une relation	5,18%

On peut voir que ce sont des causes complexes qui ont été plébiscitées par les jeunes. Un résultat en accord avec une autre question de la consultation qui portait sur la responsabilité de cette problématique avec des résultats allant dans le sens de la nécessité d'une prise en charge structurelle du sans-abrisme :

Selon toi, le sans-abrisme est principalement une responsabilité : (une seule réponse possible)



La responsabilité individuelle des sans-abris (définie dans l'enquête comme "liée à des problèmes d'adaptation de certaines personnes à notre société") ne concerne qu'un dixième des réponses récoltées.

Les responsabilités publique («liée à un manque de protection sociale et de politique publique d'aides aux plus précaires») et collective («liée à un manque de solidarité et à la mauvaise qualité des liens sociaux») représentent presque 80% des réponses chez les jeunes. Si on y ajoute la composante "internationale", pouvant être entendue comme extérieure à l'individu («liée aux migrations et aux crises régionales/mondiales»), ces causes structurelles ou globales représentent 89% des avis exprimés. Neuf jeunes sur dix demandent donc une réponse globale.

Une large politique en faveur du sans-abrisme incluant un investissement structurel afin de répondre aux besoins sur le terrain.



Plus de **87%** des personnes interrogées considèrent que la lutte contre le sans-abrisme devrait être une priorité politique

Plus de 87% des personnes interrogées considèrent que la lutte contre le sans-abrisme devrait être une priorité politique. La pandémie aura d'ailleurs démontré que lorsqu'on est créatif, des solutions sont possibles.

[Un logement pour tout le monde ?] Je pense que ça pourrait être possible. Et parce que par exemple, quand on connaît la question du couvre-feu et tout ça avec les gens dehors, c'est vraiment beaucoup penché là-dessus. Il y a plein de gens qui ont été logés pendant cette période-là et il y a plein de gens à la rue aussi. Mais on a vraiment fait un effort quand on a vu qu'on pouvait faire des efforts. Et pourtant, maintenant, il y a de nouveau plein de gens dans la rue et j'ai l'impression qu'on peut le faire.”⁶

La jeunesse charge donc nos institutions et nos représentant·e·s de la mission de s'occuper du sans-abrisme : 81 % des répondant·e·s estiment que c'est le monde politique qui est le premier acteur pour mettre en place des solutions. On peut y voir plus qu'une accusation et y voir, peut-être, la confiance que les jeunes ont en notre société démocratique pour régler la question. Les associations, en second rang du classement, peuvent fournir des pistes de solution par leur connaissance de terrain. En troisième lieu, les citoyen·ne·s sont certainement des relais et des soutiens à ces politiques. Il est probable que les personnes qui ont participé à cette enquête entendent contribuer, à leur échelle, à cette idée. Les personnes étant elles-mêmes en situation de sans-abrisme arrivent en quatrième position de la responsabilité, mais il ne faudrait pas en conclure que les jeunes pensent qu'elles·ils n'ont pas leur mot à dire :

Donner la parole aux sans-abris pour s'exprimer et comprendre leurs douleurs et comment on peut résoudre le problème étape par étape.

À mes yeux, ce sont les sans abris elleux mêmes qui devraient être les premières personnes à s'occuper du problème (concerné.e.s). Mais iels en ont ni le temps, ni l'énergie, ni parfois le bagage réflexif (et en plus si t'as un discours basé sur le vécu et l'émotion, t'es direct dévalorisé pcq «pas rationnel»). Malheureusement je pense que tous les moyens, les causes, les conséquences, sont assez bien mêlés (systémique), et que seul un changement de paradigme et d'organisation sociale viendra à bout du sans abrisme...

La suite de l'avis veillera à détailler ces différents points en synthétisant les différents commentaires des jeunes tout en les articulant avec l'état actuel des connaissances sur le sujet. L'ordre suivra l'ordre des priorités émanant des jeunes avec une exception pour le Housing First qui était un point d'attention de l'enquête et qui possédait sa propre section dans la consultation.

LE SANS-ABRISME EST UNE PROBLÉMATIQUE COMPLEXE QUI DEMANDE UNE RÉPONSE SYSTÉMIQUE



Le Forum des Jeunes demande à ce que la lutte contre le sans-abrisme devienne une priorité politique.



Le Forum des Jeunes insiste sur le côté concerté des politiques locales, régionales et fédérales et demande à ce que des synergies soient trouvées pour répondre à un problème complexe et multifactoriel.



Le Forum des Jeunes plaide pour que les personnes en situation de sans-abrisme et de mal-logement soient directement impliquées dans la mise en place des solutions.



Le Forum des Jeunes demande qu'une politique spécifique liée aux jeunes en errance soit mise en place.

LES PISTES DE SOLUTIONS

1. LE HOUSING FIRST

Le Housing First consiste à inverser la logique de la réinsertion des personnes en situation de sans-abrisme, le bout du parcours n'est plus le logement, ce dernier en constitue le départ. La personne bénéficiaire devient alors locataire d'un bien, mais les conditions de son accès sont facilitées bien qu'il y ait un loyer à payer. Un accompagnement sur mesure permet à chaque personne de définir ses objectifs et d'obtenir de l'aide dans ses démarches.

Le Housing First est donc l'accès à un logement de façon inconditionnelle si ce n'est le paiement d'un loyer.

Lors de notre consultation, il apparaît que 90 % des jeunes sont en faveur du Housing First. Parmi les témoignages des personnes plus mitigées ou contre, on retrouve une incompréhension du mécanisme ou une hostilité pour des raisons morales (*"Beaucoup de personnes sont irrespectueuses, si elles ne respectent pas le bail ou quoi ou qu'est-ce, elles ne méritent pas qu'on les garde, ni d'être aidées. Les efforts doivent venir des 2 sens."*) ou par crainte d'un "appel d'air migratoire" (*"nous risquons de nous faire envahir de migrants"*).

Cette politique déjà pratiquée en Belgique doit être encouragée. D'autant plus qu'elle fonctionne particulièrement bien : plus de 90% des bénéficiaires sont toujours en logement après les phases de test⁷ ou dans sa mise en place bruxelloise⁸. Des résultats incroyables, d'autant plus que cette politique s'est adressée aux personnes les plus fragilisées que sont les hommes et les femmes en situation de sans-abrisme de longue durée.

De plus, cette politique coûte moins cher qu'une approche traditionnelle dans les pays où elle est implantée : on parle d'une réduction de 46% des frais individuels liés à la prise en charge. Le coût ne peut pas être le seul argument bien entendu. C'est une question de dignité humaine, mais l'impact économique positif doit fournir un argument supplémentaire en faveur d'un déploiement généralisé de cette politique.



Pour sortir de la rue, le Housing First a apporté de meilleures chances de retrouver un logement stable. Des études de l'UCLouvain montrent également qu'il coûterait en plus moins cher à la collectivité.

Le Housing First est déjà d'application avec de multiples expériences locales et d'excellents résultats. Les jeunes vont donc dans le sens des dernières recommandations de la Commission délibérative consacrée au sans-abrisme et au mal-logement en Région bruxelloise qui propose "d'intensifier et élargir le développement des projets Housing First".⁹ Les exemples venant d'autres pays démontrent que cette solution est particulièrement efficace. La Finlande avance une économie de 75 millions d'euros par an et un nombre de personnes en rue divisé par trois en 12 ans.¹⁰ On peut expliquer ces économies par des moindres dépenses liées aux séjours hospitaliers (réduction de 46%¹¹ selon le HF Lab belge), de la réduction des besoins en matière de prévention des risques et d'accompagnement (par rapport aux abris de nuit). Le rétablissement des personnes permet donc de mettre fin au cercle vicieux de l'extrême précarité et réduit globalement les dépenses. Le Housing First ne remplacera pas les prises en charge d'urgence, mais pourrait en éviter un bon nombre.

LE HOUSING FIRST FONCTIONNE



Le Forum des Jeunes plaide pour que davantage de politiques de type Housing First soient mises en place dans les Régions bruxelloise et wallonne.

7 Via <http://www.housingfirstbelgium.be/fr/pages/une-evaluation/>

8 Via https://housingfirsteurope.eu/assets/files/2018/12/2018_laStrada_Rapport-HF-B5_FR_WEB.pdf

9 Via <https://www.parlement.brussels/commission-deliberative-consacree-abrisme-mal-logement-region-bruxelloise-adopte-97-recommandations/>

10 HILAIRE PICAULT, Les éclaireurs du 10/12/21, https://leseclaireurs.canalplus.com/articles/decouvrir/depuis-que-la-finlande-relogentous-ses-sans-abris-elle-gagne-75-millions-d-euros-par-an?fbclid=IwAR3gCO1B0161FylnptANLKhGgiCi_W2_Au13WTh9uhZpPk_keaJTEbWwRjI, page consultée en janvier 2022.

11 Via <http://www.housingfirstbelgium.be/medias/files/housing-first-belgium-resultats-fr-3.pdf>

Certains témoignages de jeunes sont également intéressants par une réflexion de fond :

Oui, bon principe à appliquer et conséquences/effets rapides et non, ne solutionne que faussement le problème de l'accès au logement.

C'est utile de façon ponctuelle, mais ne résout pas le problème de fond du rapport de force basé sur les inégalités et la polarisation des propriétés sur les ressources.

Le problème est plus profond, mais oui cela doit être encouragé.

Dès lors, si le Housing First est bien essentiel pour les jeunes, il ne doit sans doute pas être la seule solution et celles et ceux-ci appellent à réfléchir de façon plus globale.

Je dirais que les problématiques liées au sans-abrisme sont multiples dans le sens où tu peux avoir un choc psychologique et tout perdre.

Dans le sens où on a une société qui ne fait qu'accroître ces prix dans tout, la vie devient chère et survivre aussi devient difficile.

Dans le sens où la location de biens immobiliers et leurs prix qui ne cessent d'augmenter ne garantit pas un environnement stable pour des personnes avec déjà peu de revenus, voire même insuffisants pour se permettre de rester où elles sont, parfois sont obligées de tout abandonner et partir.

Face à un problème complexe, il ne peut y avoir qu'une réponse structurelle, concertée et respectueuse de chaque personne. Quelles sont les autres propositions et remarques des jeunes sur les enjeux et solutions à cette problématique ?

2. LE DIFFICILE ACCÈS AU LOGEMENT

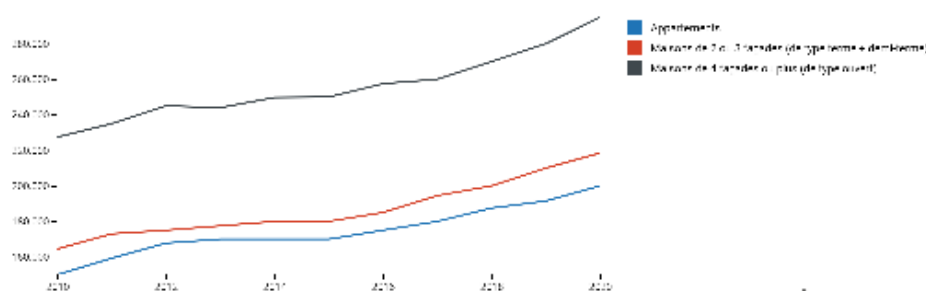
FREINS ÉCONOMIQUES



40% des jeunes estiment que le prix des loyers constitue une des principales causes du sans-abrisme.

La location d'un logement est un passage presque inévitable au vu de l'évolution des prix de l'immobilier : le prix médian des logements augmente chaque année, dans toutes les régions: selon Statbel¹², entre 2020 et 2021, le prix médian des appartements est passé de 204 500€ à 223 000€, une augmentation annuelle de 9% ! Le graphique suivant parle de lui-même : les prix des logements explosent depuis plusieurs années. Si les Belges ont bien une brique dans le ventre, celle-ci semble de plus en plus dure à digérer ! D'ailleurs, plus de 20 % des jeunes déclarent avoir dû recourir à une aide familiale pour pouvoir se loger, un véritable frein à l'émancipation des individus.

Prix de l'immobilier



STATBEL

13 Via <https://www.iweps.be/indicateur-statistique/loyers-en-wallonie/#:~:text=Ainsi%2C%20on%20peut%20affirmer%20avec,des%20prix%20%2C%20la%20consommation>

14 Bloomberg. Repris dans le *Courrier International* n° 1619 du 11 Novembre 2021 consacré au logement.

15 Être Jeune en 2021, p. 38, Logement <https://forumdesjeunes.be/wp-content/uploads/2021/11/Memorandum-Etre-Jeune-en-2021.pdf>

Le montant des loyers moyens a évidemment suivi une évolution similaire comme le montre l'IWEPS : «On observe, depuis 2005, une augmentation significativement plus rapide des loyers que celle de l'indice des prix à la consommation.»¹³ Le loyer moyen, en Wallonie, entre 2005 et 2020, est passé de 336 euros à 525 euros. L'évolution est similaire à Bruxelles mais avec des loyers beaucoup plus élevés à la base.

Ce phénomène d'augmentation des prix ne touche bien sûr pas que la Belgique, ce phénomène est mondial. Le *Courrier International* citant Bloomberg, un média en ligne spécialisé dans l'analyse économique, parle même d'un «*fossé générationnel [qui] se creuse entre d'une part les baby boomers, (...) et de l'autre, les milléniaux et la génération Z qui voient partir en fumée leurs rêves de devenir un jour propriétaires de leur logement. L'important endettement des ménages lié au logement pourrait même être en train de faire le lit de la prochaine crise économique si le coût du crédit commençait à augmenter.*»¹⁴

Enfin, occuper un logement engendre des dépenses qui vont au-delà du coût d'un prêt ou d'un loyer. La question du prix de l'énergie est centrale dans ce dossier et est un facteur de précarisation particulièrement lourd. La rédaction du présent texte coïncide avec la flambée du prix de l'énergie, en particulier du gaz. De nombreux ménages, en premier lieu de jeunes, subissent de plein fouet cette hausse. Il est bon également de rappeler que la facture d'énergie n'est pas un problème nouveau et concerne, en premier lieu, davantage les jeunes de milieux plus fragilisés. Cette thématique apparaissait déjà dans Être Jeune en 2021, l'état des lieux sur le quotidien des 16-30 ans effectué en 2021 par le Forum des Jeunes. Se loger est de plus en plus difficile pour les jeunes qui s'en inquiétaient déjà à travers de nombreux commentaires: «*Quand on est jeune, on vous dit qu'on n'a pas assez d'expérience, pas assez de côté, pas assez de formation. Obtenir un prêt c'est pas possible. Je travaille depuis longtemps comme étudiante, lui a commencé à travailler à 18 ans, on a toujours eu une mentalité et une éducation de faire de l'épargne et malgré une épargne très élevée pour notre âge, certains banquiers refusaient.*»¹⁵

Cette hausse des prix de l'immobilier et des loyers est parfois due à «l'embellissement et au développement» de certains quartiers populaires. Une modification qui interroge certain·e·s jeunes.

Mais est-ce aussi la faute d'une société qui essaie de bannir les personnes d'une certaine classe sociale ? C'est bien beau de faire des travaux dans tout Bruxelles pour rendre beau mais cher, et ceux qui ont peu de moyen commencent peu à peu à dégager de la ville, car vivre en ville coûte de plus en plus d'argent.

Le commentaire de la jeune ici mis en exergue interroge aussi sur les politiques de logement des différentes communes bruxelloises. Si moderniser les quartiers est sans doute salubre, cette gentrification renvoie les jeunes issu·e·s de milieux moins favorisés vers d'autres quartiers, les éloignant de leur lieu d'études ou de travail. Que tout le monde puisse avoir accès à un logement dans la commune de son choix doit être un point d'attention dans la question des politiques publiques liées au logement sous peine de créer des îlots, certes très jolis et modernes, mais étant autant de lieux dépeuplés de pans entiers de la jeunesse. Le commentaire va même plus loin en dénonçant que les classes sociales les moins favorisées sont chassées délibérément de la capitale. La réalité du sans-abrisme a donc des conséquences concrètes dans la confiance en nos institutions.

En miroir, les politiques sociales du logement sont vues comme insuffisantes dans plusieurs témoignages. L'accès aux logements sociaux est vu comme difficile par les jeunes : «*Le problème est les loyers qui coûtent trop cher, cela provoque une hausse des demandes de logements sociaux*».

Un indispensable encadrement des loyers qui est d'ailleurs la première solution présentée dans la communication de la Région bruxelloise au sujet de la Commission délibérative mentionnée plus haut.

Parmi les solutions envisagées pour baisser le prix des loyers, on trouve dans les réponses des jeunes les différentes propositions suivantes :

Donner une prime aux propriétaires qui acceptent de louer leurs biens moins cher à des personnes en difficulté (prime ou déduction fiscale)

Introduire une taxe sur les loyers élevés à Bruxelles

ENCADRER LES LOYERS ET FREINER L'EXPLOSION DU PRIX DES LOGEMENTS



Le Forum des Jeunes demande aux régions d'évaluer la mise en place d'incitants fiscaux afin de diminuer le prix des loyers.



Le Forum des Jeunes insiste pour qu'un point d'attention sur ces incitants soit destiné à la jeunesse.



Le Forum des Jeunes plaide, plus largement, pour une politique d'encadrement des loyers.



Le Forum des Jeunes demande à ce qu'un travail d'exploration de pistes veillant à faciliter l'accès à la propriété chez les jeunes soit mis en place.

16

Via <https://www.unia.be/fr/articles/de-preference-pas-de-locataires-avec-des-revenus-dintegration-ou-des-allocations-de-chomage>

En fait, ce sont tous les acteurs de la société qui doivent se mettre autour de la table :

“Les propriétaires d'appartement ont aussi de grandes responsabilités à cet égard : ne pas contribuer à l'augmentation démesurée des prix des loyers, chercher avec son locataire qui a des difficultés pour payer des solutions avant d'envisager une expulsion, concernant le mal logement, ils ont aussi une grande responsabilité (travaux d'isolation, de rénovation etc) et ne pas refuser une personne à la location au motif qu'elle est sans abri ou bien qu'elle touche des aides sociales ou que son salaire est faible.”

■ FREINS LIÉS AUX DISCRIMINATIONS AU LOGEMENT



27% des jeunes estiment en effet que les discriminations sont une des causes principales du sans-abrisme et du mal-logement.

Les discriminations racistes, classistes ou homophobes touchent en effet particulièrement le domaine du logement. On loue moins facilement à des personnes perçues comme appartenant aux minorités alors que c'est parfaitement interdit.¹⁶

Patrick Charlier, directeur d'UNIA expliquait en 2021 *“C'est encore plus courant dans des endroits comme Bruxelles où la pression démographique est importante, et où l'offre de logement est largement inférieure à la demande”*¹⁷.

17

FABRICE GÉRARD, Discrimination au logement: «On m'a demandé si je faisais des barbecues dans mon salon», <https://www.rtb.be/article/discrimination-au-logement-on-ma-demande-si-je-faisais-des-barbecues-dans-mon-salon-10766143>, page consultée en janvier 2022

18 VERHAEGHE, P.P., MASTARI, L. (2018). Mystery shopping auprès des agents immobiliers dans la Région de Bruxelles-Capitale Bruxelles: Département Sociologie, Vrije Universiteit Brussel. Disponible sur <https://loga.irisnet.be/fr/documents/documents-du-cil/discriminibru/ Etude%202018%20Mystery%20shopping%20aupres%20des%20agents%20immobiliers%20dans%20la%20Region%20de%20Bruxelles-Capitale.pdf>

Une étude de la VUB en 2018 basée sur des appels-mystère montre très clairement cette réalité dans les domaines des discriminations racistes et basées sur le revenu :

“Les résultats ont montré que 25% des agents immobiliers bruxellois sont prêts à traiter les candidats locataires d’origine étrangère de manière plus défavorable d’une manière ou d’une autre à la demande du propriétaire. Par ailleurs, 34 % sont prêts à faire de même pour les candidats-locataires bénéficiant de prestations de sécurité sociale. Ces formes de discrimination fondées sur l’origine ethnique et la source de revenus sont explicitement interdites par la loi. Il est également frappant de constater que près d’un agent immobilier sur trois qui est prêt à faire de la discrimination ethnique et un sur cinq qui est prêt à faire de la discrimination sur la base de la source de revenu indique spontanément que ce qu’il promet de faire est en violation de la législation anti-discrimination. Il s’agit donc d’une discrimination très délibérée.”¹⁸

La discrimination au logement touche donc davantage les personnes déjà discriminées dans le domaine du travail. Ce qui crée un cercle vicieux : les personnes perçues comme appartenant aux minorités souffrent de salaires plus bas, ce qui contraint déjà en partie leur recherche de logements et sont ensuite discriminées une deuxième fois, pour leur couleur de peau par exemple. Une troisième discrimination s’ajoute avec l’âge des candidat-e-s locataires qui peut également être un frein au logement. Des discriminations multiples aux conséquences très concrètes pour les personnes concernées et impactant de plein fouet leur émancipation et leur parcours de vie.

[Il faut des] mesures contraignant les propriétaires privés (par rapport au loyer, aux discriminations, aux préavis,...)

Il semble essentiel qu’une sensibilisation se fasse en premier lieu du côté des propriétaires afin que celles et ceux-ci se conforment à loi et plus largement apprennent à dépasser leurs préjugés afin de retisser du vivre ensemble.

Les discriminations racistes seront le sujet d’un futur Avis du Forum des Jeunes et l’accès au logement y sera à ce titre évidemment développé.

19 UNIA, La discrimination au logement : De quoi s’agit-il ? Comment y réagir ?, https://www.unia.be/files/Documenten/Publicaties/docs/1363_BXL_Logement_-_brochure_-_FR-AS.pdf

COMBATTRE LES DISCRIMINATIONS AU LOGEMENT



Le Forum des Jeunes demande un renforcement des contrôles des discriminations au logement, en particulier celles liées au racisme, à l’âge, au genre, à l’orientation sexuelle et aux revenus avec un point d’attention particulier à la combinaison de plusieurs de ces facteurs.



Le Forum des Jeunes plaide pour une meilleure information des devoirs des propriétaires en matière de logement par des campagnes de sensibilisation comme celle d’UNIA¹⁹. Un point d’attention doit également être mis sur les types de discriminations susmentionnées.



Le Forum des Jeunes appelle les différents acteurs compétents à mieux informer les locataires de leurs droits, en particulier les jeunes.

Ces freins économiques et liés aux discriminations ne sont bien sûr pas des angles morts de nos politiques sociales, certaines aides et outils existent déjà mais sont-ils connus des jeunes?

3. UNE AIDE SOCIALE PLUS EFFICIENTE VIA UN MEILLEUR ACCÈS AUX DROITS

Une meilleure protection sociale pour tou·te·s.

On peut, en effet, lire dans les commentaires plusieurs témoignages de la méconnaissance des droits (*“renseigner correctement les gens sur leurs droits”, “Aller à la rencontre des personnes sans-abris, leur proposer de l’aide, et ensuite les accompagner car les démarches peuvent effrayer”*).

“Malheureusement beaucoup de sans-abris n’ont pas accès à l’information donc malheureusement ils ne sont pas en connaissance de leurs droits ni devoirs, ni de l’avancement de la situation.”

Le non-recours aux droits est un frein évident aux politiques sociales. Il est difficile d’estimer la proportion des personnes concernées par le “non take-up” car celui-ci recouvre différentes réalités, comme le précise le rapport sur l’état de la pauvreté en Région de Bruxelles-Capitale de 2016 :

- **NON-CONNAISSANCE** le droit n’est pas connu par la personne Par ex : *«je ne connais pas, je ne connaissais pas ce droit»*
- **NON-DEMANDE** le droit (éligibilité) est connu mais non demandé par la personne Par ex : *«je ne veux pas demander ce droit»*
- **NON-ACCÈS** le droit est connu et demandé mais pas perçu par la personne Par ex : *«j’ai demandé mais je n’obtiens pas ce droit»*
- **NON-PROPOSITION** lorsqu’un·e intervenant·e social·e ne propose pas un droit à une personne éligible Par ex : *«on ne m’a pas dit»*
- **EXCLUSION DES DROITS** lorsqu’il y a un processus d’exclusion des droits sociaux

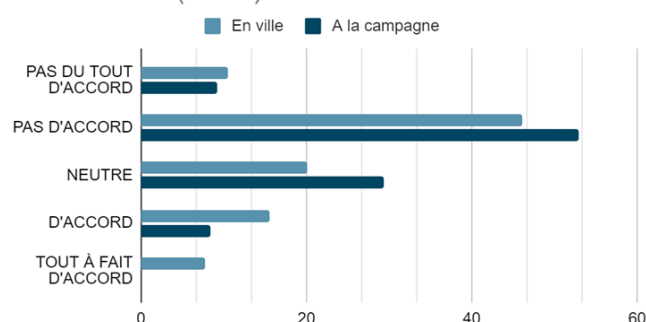
Eurofund estime qu’en Europe, le non-recours au droit concerne au minimum un tiers de la population éligible, quel que soit le domaine.²⁰ Or, l’accès à un logement est souvent le sésame pour pouvoir recourir à d’autres droits ou aides menant de facto à une exclusion de certains droits en l’absence d’un toit. Parmi ces différents types de non-recours au droit, le non-accès (à Bruxelles, il n’y a pas forcément un logement adapté et décent facilement accessible pour tout le monde par exemple)²¹ et la non-connaissance d’un droit frappent directement les jeunes.

En effet, dans notre enquête, plus d’1 jeune sur 2 pense ne pas disposer d’assez d’informations sur le sujet, en particulier dans les territoires ruraux où les répondant·e·s marquent un plus faible degré d’adhésion à cette affirmation et avec un moindre recours aux choix extrêmes («Pas du tout d’accord» et «Tout à fait d’accord»). Près d’un jeune sur quatre pense d’ailleurs qu’une meilleure connaissance des droits et une simplification de l’accès à ceux-ci devrait être une des solutions à travailler en priorité.

20 Access to social benefits: Reducing non-take up», Eurofund, 2015 <http://urlr.me/jnvds>

21 Via <https://inegalites.be/Non-take-up-brussels-ou-le-non>

Je me sens assez informé·e concernant le sans-abrisme (en %)



22 DENIS COLOMBI, *Où va l'argent des pauvres ?*, Payot, 2020.

Parmi les causes du non-recours au droit, il y a bien sûr la gravité de la fracture numérique. Comme l'explique Denis Colombi : *"(...) les pauvres ont besoin plus que les autres de cet accès à Internet. Plus que les autres catégories, ils ont besoin de faire des démarches auprès des administrations publiques et de savoir rapidement comment les joindre et connaître leurs droits. Une part importante de leurs revenus et dans certains cas la totalité, en dépend."*²²

Pour lutter contre l'exclusion et le sans-abrisme, l'éducation à la technologie et la démocratisation de son usage et accès peuvent donc représenter des pistes intéressantes.

RENSEIGNER SUR LES DROITS



Le Forum des Jeunes insiste sur la nécessité de diffuser des informations sur les différents droits et aides auxquels les jeunes peuvent prétendre.



Le Forum des Jeunes prescrit d'utiliser des "canaux jeunes" pour diffuser cette information.



Le Forum des Jeunes plaide, à cet effet, pour une politique accrue de réduction de la fracture numérique.



Le Forum des Jeunes plaide pour que l'obtention des aides soit facilitée.

4. MOBILISER LE BÂTI EXISTANT

Il y a beaucoup de maisons à l'abandon, qui sont encore bien pour être habitées et personne en a l'utilité, alors pourquoi pas trouver une solution pour en faire une maison pour accueillir quelques sans-abris ?

Une proposition qui fait écho au récent travail de recherche de logements inoccupés à Bruxelles initié par la secrétaire d'État Nawal Ben Hamou et mené par une équipe de recherche ULB/VUB. Selon cette étude, il y a aurait environ 10 000 bâtiments inoccupés soit entre 17000 et 26 000 logements présumés vides.²³ Rien qu'à Bruxelles. En 2020, le recensement des personnes vivant à la rue dans la capitale comptait 5313 personnes dont près de mille enfants.²⁴ Une simple division donnerait alors un ratio d'une personne en situation de sans-abrisme pour deux bâtiments vides. Une situation absurde.

Trois pistes de solutions sont proposées par les jeunes :

"Mettre à disposition des plus démunis les logements sociaux inhabités. Moi je vis dans un logement de ce type et dans ma rue il y a une dizaine de logements non occupés et plein de gens demandent des logements et on les donne pas c'est injuste".

"La réquisition des logements inoccupés ! Développer l'entente et la facilitation de rénovation entre les organisations sociales et les propriétaires (leur permettre d'avoir des primes pour retaper le logement inoccupé et accepter de le mettre à disposition)".

"Forcer l'occupation de bâtiments publics ou privés laissés vides ou à l'abandon."

23 VÉRONIQUE LAMQUI, 10000 immeubles présumés inoccupés disponibles, *Le Soir* du 15 décembre 2021, <https://www.lesoir.be/412251/article/2021-12-15/bruxelles-10000-immeubles-presumes-inoccupes>, page consultée en janvier 2022.

24 RTBF, *Le sans-abrisme continue à augmenter à Bruxelles*. Page consultée en janvier 2022.

25 Rapport d'activité 2020 de la Société Wallonne du Logement <https://www.swl.be/images/ra2021/RA2020-WEB-compress%C3%A9.pdf>

26 ZIAD BEN AYED, Logements sociaux: «Vingt mille logements sociaux pour les Bruxellois sont prévus d'ici 2024» <https://www.rtbf.be/article/logements-sociaux-vingt-mille-logements-sociaux-pour-les-bruxellois-sont-prevus-dici-2024-10816442> page consultée en février 2022.

27 VÉRONIQUE FIEVET ET PIERRE-YVES DUBOIS, À Forest, six «tiny houses» modulables vont offrir un répit aux sans-abris, <https://www.rtbf.be/article/a-forest-six-tiny-houses-modulables-vont-offrir-un-repit-aux-sans-abris-10935795>, page consultée en février 2022.

EMPLOYER CE QUI EXISTE



Le Forum des Jeunes demande aux différents gouvernements compétents en matière de logement de mettre en place des solutions concrètes pour mobiliser le bâti privé existant, par des mesures incitatives ou de sensibilisation si possible et de faire davantage appliquer les réglementations existantes (comme les amendes visant les logements inoccupés).



Le Forum des Jeunes plaide pour la reconversion du bâti public désaffecté et vide en logements sociaux.



Le Forum des Jeunes réclame l'utilisation effective et rapide des logements sociaux actuellement vides (environ 5% en Région wallonne²⁵) et la rénovation des logements sociaux (36 000 sur 39 000 logements sociaux bruxellois nécessitent des travaux !²⁶)

5. NOUVELLES INFRASTRUCTURES ET CHANGEMENTS DE STRATÉGIE

À côté du bâti existant, d'autres jeunes proposent une politique de mise en place de logements alternatifs :

Créer des petits quartiers en tiny houses (par exemple). Les bénéficiaires pourraient y accéder pour une période limitée afin de se stabiliser et remettre les papiers en ordre (auprès de la commune, du CPAS, etc.). Cela servirait de transition mais avec une vie «de quartier».

En dehors de l'aspect technique et financier, les habitats légers ont un autre avantage intéressant mentionné ici, leur côté mobile : *“Forcer les communes à autoriser les habitats légers de qualité (chalets, yourtes, tiny houses...) qui sont abordables et déplaçables”.*

L'habitat léger peut donc être comme une complémentarité à la mobilisation du bâti existant quand celui est vétuste et demande des travaux d'aménagement. Une solution temporaire qui permettrait de reloger les personnes dans leur quartier si cela est souhaité avec une solution provisoire et déployable de quartier en quartier par exemple. Une très récente initiative vient d'ailleurs d'être mise en place par Infirmiers de rue à Forest.²⁷

Une solution qui a l'intérêt d'être facile à mettre en place même si comme le précise le commentaire suivant : *“Avec l'arrivée des tiny houses je suppose qu'il est possible de loger beaucoup de gens de manière décente. Pour autant il ne faut pas que ça devienne des «parcs à sdf» ce qui résulterait à plus d'exclusion sociale”.*

Il faut dire que dans l'esprit des jeunes, les infrastructures pour prendre en charge ce problème sont surtout celles qui sont punitives et cruelles envers les personnes sans-abris. (*“Retirer les systèmes anti-sans abris”*) L'architecture hostile ne devrait pas être envisagée dans une société respectueuse des droits humains. Elle ne fait que précariser davantage les personnes déjà en grandes difficultés.

Les jeunes demandent donc des infrastructures qui répondent aux besoins des personnes mal logées ou sans logement et non des stratégies qui les invisibilisent ou les chassent.

METTRE EN PLACE D'AUTRES TYPES D'INFRASTRUCTURES



Le Forum des Jeunes plaide pour une étude de l'intérêt de la création d'habitats légers de transition aidant à la mise en place de politiques Housing First et à la mobilisation du bâti existant ou à sa construction.



Le Forum des Jeunes demande la désinstallation des dispositifs «d'architecture hostile» et l'arrêt du déploiement de ceux-ci.

6. LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

Toujours dans le domaine des réponses structurelles, l'idée de réduire les inégalités de notre société apparaît régulièrement :

Diminuer les frais de location diminuer les taxes nous ne sommes pas tous égaux, les lois sont mal faites, les riches ne payent pas en considération à ce qu'il gagnent quand on voit sur sa fiche de paye le net au brut c'est à se poser des questions ? Et c'est pour tout : les voiries dans l'état qu'elles sont , le prix des sacs poubelles plus la taxe, les grandes surfaces ont des produits défraîchis on préfère jeter que de faire des colis moins chers. Pour ma part c'est tout le mode de vie qui doit changer.

Certain·e·s jeunes dénoncent donc une mauvaise répartition de l'imposition en faveur des classes sociales les plus riches et pensent que cet argent est mal employé. Cumulé au gaspillage alimentaire général, cela peut créer un sentiment de société à deux vitesses : la classe privilégiée et celles et ceux qui ont droit aux miettes. La gestion des invendus dans les magasins devrait être davantage encadrée et incitée, d'autant plus dans un contexte de crise environnementale (le Forum des Jeunes plaide déjà en ce sens dans son Avis sur l'alimentation durable²⁸) . Mais les jeunes ne veulent pas que la redistribution de nourriture, des témoignages réclament une meilleure redistribution des richesses : *“Investir massivement (grâce à un impôt de solidarité sur la fortune) dans tout d'abord, des centres d'accueil, des centres de désintox, amener à créer des lieux d'abri public.”*

Et au-delà, une réflexion sur le montant et la nature de ces aides sociales : *“Augmenter les aides sociales au-dessus du seuil de pauvreté. Plus d'attention sur les jeunes : garantir plus de possibilités aux jeunes qui passent les 18 ans et ne pas les exclure des aides aux mineurs.”*

Un autre témoignage réclame un *“revenu universel / revenu de base / salaire à vie”* qui pourrait répondre structurellement aux inégalités sociales.

Enfin, la question financière revient également dans la réflexion suivante : *“Les banques ont également une responsabilité, elles doivent viser à aider les personnes surendettées, je pense par exemple aux frais en cas de dépassement de découvert ou de prélèvement qui ne passe pas, c'est souvent un cercle vicieux de dettes qui s'amorce alors que la banque pourrait s'abstenir dans certaines situations d'imposer ces frais.”*



Le Forum des Jeunes plaide pour une meilleure redistribution des richesses dans notre société en particulier par : un impôt juste et équitable, une aide adaptée et cohérente tenant compte du seuil de pauvreté, l'étude de l'application du revenu universel (et de ses variantes)



Le Forum des Jeunes demande que les bénéficiaires mineur·e·s soient accompagné·e·s de façon continue lors de leur passage à la majorité.

28 Via <https://forumdesjeunes.be/wp-content/uploads/2021/04/Avis-Alimentation-durable-FINAL.pdf> (page 9)



Le Forum des Jeunes invite les grandes chaînes de la distribution à mettre en place une politique de gestion des invendus plus ambitieuse et à défaut, demande à ce qu'un cadre légal plus strict soit installé.



Le Forum des Jeunes invite les grandes chaînes de la distribution à mettre en place une politique de gestion des invendus plus ambitieuse et à défaut, demande à ce qu'un cadre légal plus strict soit installé.

De façon complémentaire à une politique d'aide et d'entraide ambitieuse, une résolution du problème par l'emploi et la formation est également évoquée dans les commentaires.

7. MISER SUR LA FORMATION ET L'EMPLOI

Il est évident que les problématiques du logement et de l'emploi sont liées. Dans cette logique, les jeunes proposent des solutions ayant trait au développement de compétences mobilisables sur le marché de l'emploi : *“Mise à leur disposition des aides gratuites et également des cours de langue (par exemple ou des cours un peu plus généraux sur les choses vraiment importantes), des moyens de les aider à (re)trouver un emploi, etc., car pour certains c'est aussi de eux-mêmes que doivent venir certains efforts”*.

D'autres y voient l'opportunité de former ces personnes dans des secteurs innovants : *“Leur proposer une formation professionnelle dans des métiers qui ont du sens et de l'avenir : agriculture bio, construction écologique, etc.”*; *“Fournir des formations gratuites afin qu'ils aient le plus de bagages possibles”*.

Voir cet accompagnement comme une opportunité de formation serait un levier puissant pour l'estime de soi et l'image des personnes en situation de sans-abrisme. Sans culpabilisation, l'emploi peut être un pas supplémentaire vers l'autonomie des individus.

Les commentaires suivants proposent d'impliquer également les entreprises dans ce processus par des mesures spécifiques : *“Aux entreprises etc. qui ont de grosses sommes d'argent et qui devraient donc faire plus et donc embaucher plus”*; *“Les entreprises devraient avoir un quota spécialement pour les sans-abris. Exemple: une entreprise doit obligatoirement engager 10 sans-abris.”*

Avec un soupçon de réserve toutefois : *“Les entreprises, peut-être, mais je ne vois pas leur engagement être une plus-value à tous les niveaux et [cela] relève parfois du «social washing».* Certains comportements de leur part peuvent aider : payer correctement leurs impôts sur les entreprises, ne pas utiliser de dispositifs anti sdf, s'engager à engager des personnes sans-abris (programmes de réinsertion à l'emploi etc), s'abstenir de tout comportement discriminant à l'égard des sans-abris ou de criminalisation.”

Ce dernier commentaire rejoint donc le point précédent sur la répartition des richesses tout en insistant sur l'importance de lutter contre les discriminations à l'embauche. Nous rappelons le chiffre d'1 jeune sur 4 estimant que les discriminations sont l'une des causes principales du sans-abrisme.



1 jeune sur 4 estime que les discriminations sont l'une des causes principales du sans-abrisme

Il ne faudrait pas non plus oublier dans les freins à l'emploi *"le paradoxe d'avoir besoin d'une adresse pour trouver un travail et avoir besoin d'un travail pour avoir un logement (valable dans la plupart des cas)"* et permettre à toutes les personnes désireuses d'obtenir concrètement une adresse de référence.

"Certains jeunes ont aussi le souhait de commencer un parcours scolaire et/ou de trouver un travail. Pour les jeunes majeurs, le fait d'être en situation administrative irrégulière bloque les possibilités. Seules les solutions de débrouille sont possibles pour eux (travail au noir, sous-location, etc.). Pour les MENA, le peu de perspective de régularisation empêche aussi qu'ils puissent se projeter dans une autre vie." (Macadam)

Le manque de moyens financiers est vu comme la deuxième cause du sans-abrisme. Dès lors, dans notre société, la réponse à cette réalité ne peut passer que par un travail. Mais des emplois dignes et rémunérés correctement.

L'EMPLOI ET LA FORMATION PEUVENT ÉMANCIPER



Le Forum des Jeunes encourage à ce que l'accompagnement soit vu également comme une possibilité de formation, en particulier dans des domaines innovants et d'avenir.



Le Forum des Jeunes demande un renforcement des moyens pour lutter contre les discriminations à l'emploi, en particulier des jeunes.

8. UNE POLITIQUE D'ACCUEIL PLUS DIGNE



1 jeune sur 3 pense que les migrations constituent l'une des causes principales du sans-abrisme

"[À propos des personnes en migration] C'est facile, dans ces conditions, de se retrouver à la rue et je crois que ça enfreint pas mal de droits de l'homme, en plus du droit au logement, je veux dire... Ma première colocataire en kot, elle n'avait droit qu'à un panier alimentaire de je ne sais plus quel service européen pour tenir tout le mois et il y avait à peine de quoi tenir une semaine à l'intérieur. Elle avait des soucis de santé au départ très bénins, mais à force de ne pas pouvoir se payer les soins et visites médicaux les plus basiques, elle a fini aux urgences, très anémique et j'en passe des pires. C'était un cercle vicieux, elle n'avait droit à de l'aide nulle part, à aucune aide sociale... ça devrait être interdit de priver les gens de tant de droits pour une histoire de papiers, de nationalité ou pour n'importe quoi d'autre."

Un ressenti qui se retrouve aussi dans le témoignage du centre ouvert Macadam, contacté via Fanny Laurent, chargée du travail social communautaire de la structure :

“Macadam accueille tout·e jeune de moins de 26 ans en situation de (risque de) sans-abrisme. Actuellement, la majorité du public est composée de Mineurs Étrangers Non Accompagnés (MENA), originaires du Maghreb, principalement du Maroc, et en errance sur l’ensemble du territoire européen ainsi que de jeunes majeurs sans-papiers, également originaires du Maghreb. (...) En matière d’hébergement, les jeunes MENA non demandeurs d’asile peuvent être pris en charge jusqu’à leur majorité par le système Fedasil. Lorsqu’ils se présentent au Petit-Château (dispatching de Fedasil), les jeunes sont généralement envoyés vers le Centre d’Observation et d’Orientation de Sugny, situé en province de Namur, près de la frontière française. L’éloignement de Bruxelles et la rupture avec le groupe sont des freins immenses à l’accueil des jeunes : ceux-ci, lorsqu’ils se rendent compte de la distance entre Sugny et la capitale, refusent d’y rester et reviennent à Bruxelles où ils se retrouvent en rue ou en squat. De plus, les règles de vie dans les centres sont parfois difficiles à tenir pour des jeunes qui ont été en errance pendant longtemps. À cela s’ajoute la grande capacité des centres qui empêche parfois d’avoir l’attention nécessaire pour ces jeunes très abimés par leur parcours de vie.” (Macadam)

AUGMENTER LES RESSOURCES LIÉES À L’ACCUEIL DES MENA



Le Forum des Jeunes encourage à ce que l’accueil des MENA soit renforcé par des mesures structurelles, en termes de places et de besoins, et par un renforcement des moyens d’accompagnement de ces jeunes.



Le Forum des Jeunes plaide pour une politique plus humaine et plus en phase avec les besoins des MENA, en proposant plus de solutions localisées à Bruxelles pour ne pas fragiliser encore davantage des jeunes aux parcours très difficiles.



Le Forum des Jeunes demande que les structures d’hébergement soient à taille humaine afin de pouvoir accompagner chaque jeune de façon adaptée à ses besoins.

9. LA SENSIBILISATION À LA THÉMATIQUE ET À L’ENGAGEMENT

Plus largement, les différents témoignages montrent que nombre de jeunes sont sensibles à cette thématique.



1 jeune interrogé·e sur 6 s’engage concrètement en faveur des personnes sans-abris

“Pour changer les choses et rendre le monde un peu meilleur, ou du moins essayer que mon aide soit meilleure pour les personnes sans-abris.”

Toutefois, plus de 71% des jeunes interrogé·e·s s’estiment mal informé·e·s ou déclarent manquer de compétences pour aider concrètement : *“Je me sens jeune et je ne sais pas comment m’y prendre”*.

29 Avis du Conseil de la Jeunesse sur le volontariat chez les jeunes, 2019, <https://conseildela jeunesse.be/wp-content/uploads/2019/06/avis-volontariat-21-06.pdf>

30 Via https://www.health.belgium.be/sites/default/files/uploads/fields/fpshealth_theme_file/20210810_css-9662_impact_covid_enfants_et_ados_cp-pc_vweb.pdf

Le travail des associations de terrain est mal connu, peu de jeunes les connaissent et beaucoup assimilent le CPAS à une association. La moitié des jeunes n'en citent aucune lorsqu'on leur demande des exemples. La plupart des jeunes capables de citer des associations mentionnent la Croix-Rouge (35%) ou les Restos du Coeur (12,5%), il y a donc un enjeu à visibiliser les autres associations de terrain. Surtout que les jeunes pensent que les associations constituent, après le monde politique, le principal moyen de lutter contre le sans-abrisme.

Plusieurs jeunes demandent à ce que cette problématique soit davantage visibilisée car *“examiner cette thématique est important parce que même si ça touche pas une personne directement, tu peux être la personne qui sensibilise à la cause et aider à faire progresser ce combat d'un sens à un autre et l'enrichir pour un « avenir meilleur”*.

Le temps reste un frein à l'engagement : 35 % des jeunes déclarent en manquer pour pouvoir participer. L'emploi du temps est un problème récurrent dans les enquêtes du Forum des Jeunes.

En 2019, le Forum des Jeunes, alors Conseil de la Jeunesse, plaidait déjà pour les volontaires en faveur des deux aménagements suivants : *“Pour les étudiants, il faudrait accorder la possibilité de s'absenter durant les cours. Un document officiel de l'association serait délivré pour justifier ces absences. La mission de l'école est d'ailleurs d'encourager l'engagement citoyen. Pour les travailleurs, il faudrait donner le droit de prendre des congés citoyens (assimilés à des congés thématiques).”*²⁹

Mais derrière la difficulté de l'engagement, c'est aussi la question de la santé mentale de toute la jeunesse qui revient : *“Mon état de santé mentale ne me permet actuellement pas d'étendre à d'autres le peu d'énergie dont je manque même quand il s'agit de prendre soin de mes propres besoins les plus basiques.”*

Nous l'avons dit dans l'introduction, pouvoir s'engager est un privilège et il ressortait déjà dans «Être Jeune en 2021» l'idée que la jeunesse est en souffrance et ce depuis longtemps, bien avant la pandémie. Le Conseil Supérieur de la Santé a, à ce propos, tiré la sonnette d'alarme sur la santé mentale des jeunes, parlant de *“Montagnes russes pour le mental des enfants et des jeunes pendant la pandémie de coronavirus”*³⁰

Je compte m'engager plus activement un jour mais en ce moment je suis encore dans une phase où je me reconstruis après cette période qui a été assez traumatisante.

LA JEUNESSE FAIT PARTIE DE LA SOLUTION



Le Forum des Jeunes demande à ce que les jeunes puissent davantage disposer de temps libre afin de pouvoir s'engager ou pouvoir effectuer un job en dehors de leur formation tout en ménageant leur qualité de vie.



Le Forum des Jeunes réitère son appel à mieux prendre en compte la réalité du volontariat chez les jeunes par des aménagements ou permettre des jours de congé citoyens.



Le Forum des Jeunes rappelle l'importance de la question de la santé mentale chez les jeunes.

10. D'AUTRES POINTS D'ATTENTION PLUS DIFFICILES À CERNER

Les assuétudes sont également mentionnées comme l'une des causes principales du sans-abrisme avec 26% des répondant·e·s l'identifiant comme une cause majeure mais très peu de jeunes commentent au sujet des addictions, rendant difficile, au final, la distinction entre cause, conséquence ou peut-être préjugé sur cette thématique.

Une lutte contre les produits illicites dans les milieux précaires. Je pense malheureusement que ça peut jouer dans la perte d'un métier qui s'enchaîne par la perte du logement et la personne se retrouve à la rue et son problème d'addiction s'aggrave. Ou certains sont à la rue pour d'autres raisons et commencent leur problème d'addiction dans la rue.

Distinguer la cause d'une conséquence est parfois difficile : *"À Macadam, on accueille très souvent des jeunes fortement abîmés par leur parcours d'errance. La vie en rue, qui a parfois démarré longtemps avant leur arrivée en Belgique et leur premier contact avec Macadam, a d'importantes conséquences sur leur intégrité physique et psychique. On observe également des effets très négatifs sur l'état physique et mental des jeunes, des pertes de squat et du froid. Les jeunes ont d'ailleurs tendance à avoir une consommation importante de produits psychoactifs (cannabis, solvants, médicaments) afin de mieux supporter leur quotidien. De même, beaucoup de jeunes commettent des faits de délinquance (vol, deal) pour pouvoir survivre. Nous suspectons parfois que les plus jeunes sont utilisés par des adultes pour commettre des délits, leur minorité les protégeant (théoriquement) d'un séjour en prison."* (Macadam)

La *débrouille* est bien un cercle vicieux : exclu·e·s de la société, les jeunes s'impliquent dans des activités dangereuses et illégales afin de survivre. Cette délinquance les désocialise par la suite et renforce le besoin d'y recourir. Ce processus constitue dès lors une spirale inextricable de fragilisation et peut représenter un piège redoutable pour des jeunes, souvent déjà coupé·e·s de leur famille.

"En rue, les jeunes sont confrontés à de nombreuses violences de la part d'autres personnes vivant en rue, des habitants du quartier et de la police. Ils sont souvent en demande d'un accompagnement médical pour soigner des blessures, plus ou moins graves." (Macadam)

Dans les autres pistes à explorer, des commentaires mentionnent également les risques pour les jeunes LGBTQI+ d'être chassé·e·s de leur domicile en fonction de leur orientation sexuelle et/ou de leur genre (8 % des réponses dénoncent cette situation).

Les LGBTQI+ (pour ne citer qu'eux) sont parmi les groupes de jeunes (16-30 ans) les plus à risque de devenir sans-abris. Jetés et reniés de leur famille, ils se voient à la rue du jour au lendemain.

Le risque d'être chassé·e de chez soi est en effet important chez les jeunes, pour rappel, près d'1 jeune interrogé·e sur 20 a déjà connu cette situation et 9% des répondant·e·s pensent que les conflits avec les parents sont une importante cause de sans-abrisme.



9% des répondant·e·s pensent que les conflits avec les parents sont une importante cause de sans-abrisme

Si on lit entre les lignes en additionnant les fractures familiales mentionnées par les jeunes, 64% d'entre elles et eux estiment que ce sont ces ruptures au sein de la famille et du couple qui causent le sans-abrisme renversant peut-être le classement fait plus tôt dans cet avis. Une donnée difficile à quantifier et qui renvoie à la problématique de la visibilisation de l'errance chez les jeunes dont il a été question plus en amont dans cet Avis.

Par causes domestiques nous entendons :

Les violences familiales	22%
Les violences conjugales	19,3%
Les conflits avec les parents	9,5%
L'intolérance familiale concernant son orientation sexuelle	8,8%
La rupture d'une relation	5,2%

Ces facteurs touchent particulièrement les jeunes. Ils constituaient d'ailleurs déjà des points d'attention du Forum des Jeunes dans divers avis et publications : comme dans le mémorandum sur le Droit des femmes³¹ ou «Être Jeune en 2021» déjà cité plus haut. Ces fractures domestiques et familiales constituent un enjeu important d'une politique de logement pour toutes et tous.

Comme pour les situations liées aux migrations internationales, ce ressenti est proche de la réalité des acteurs et actrices de terrain : *“[En parallèle du public des MENA] Macadam accueille également , mais dans une moindre mesure, des jeunes dont la situation d'errance n'est pas liée à un parcours migratoire. Ces jeunes, majoritairement des jeunes hommes majeurs, connaissent des ruptures avec leur sphère familiale et/ou scolaire/professionnelle ainsi que des ruptures sociales et institutionnelles. Ils tentent généralement de trouver un hébergement d'urgence en attendant de pouvoir s'installer dans un appartement.. ”* (Macadam)

Au final, c'est un important travail de prévention à mettre en oeuvre au sein des familles et ménages.

ÉVITER LE REJET ET L'EXCLUSION AU SEIN DES FAMILLES ET DANS LA SOCIÉTÉ



Le Forum des Jeunes insiste sur la nécessité de promouvoir la communication non violente au sein des familles et des couples.



Le Forum des Jeunes demande à ce que davantage de moyens soient consacrés à la lutte contre les violences familiales et domestiques.



Le Forum des Jeunes plaide pour renforcer la sensibilisation aux droits des personnes LGBTQI+ et à la lutte contre les discriminations liées au genre ou à l'orientation sexuelle.



Le Forum des Jeunes demande que les forces de l'ordre soient mieux formées dans la communication avec le public des jeunes sans-abris et des MENA.



Le Forum des Jeunes plaide pour la promotion des lieux d'accueil pour les jeunes en difficulté (comme Macadam) grâce à des moyens supplémentaires de promotion de ces structures. Les canaux de diffusion doivent être ceux des jeunes (comme les réseaux sociaux par exemple) mais aussi du reste de la population (la télévision).

11. DONNER LA PAROLE AUX PERSONNES CONCERNÉES

Tout au long de cet avis, les jeunes n'ont pas arrêté de parler de problèmes structurels et de solutions de long terme comme le Housing First, l'encadrement des loyers ou l'emploi. Il est temps de sortir de la logique de la seule urgence et d'implémenter des solutions de long terme. Le problème étant, selon les jeunes, que les décideurs et décideuses politiques, même sensibles à cette thématique, ne la vivent pas directement.

Au final, les jeunes rappellent donc qu'un enjeu essentiel de la question est bien de donner la parole aux personnes directement concernées :

La représentation des sans-abris dans les médias, leur donner de la visibilité, leur donner la parole, parler de tous les profils qui existent. Éduquer à l'école et à la maison à considérer les sans-abris, leur adresser un regard, un sourire, un bonjour.

Combattre les stéréotypes liés au sans-abrisme.

C'est la mission de plusieurs associations dont le syndicat des IMMENSES³², acronyme de "Individu dans une Merde Matérielle Énorme mais Non Sans Exigences" qui se bat pour un meilleur accès au logement et à la lutte contre les idées reçues.

Fanny Laurent, de Macadam, précise : *"La majorité du public accueilli à Macadam vit en rue ou en squat et ne recourt pas aux services d'accueil d'urgence et autres structures d'hébergement pour diverses raisons. Tout d'abord, il y a un manque criant de places d'accueil de tous types. Ensuite, les solutions accessibles correspondent rarement aux demandes et besoins des jeunes"*.

UNE DÉMOCRATIE PLUS INCLUSIVE



Le Forum des Jeunes plaide pour que les personnes en situation de mal-logement et de sans-abrisme soient davantage consultées au sujet des politiques qui les concernent au premier plan. Le Forum des Jeunes réaffirme sa disponibilité à cet effet.



Le Forum des Jeunes demande à ce qu'un travail exploratoire de cadastre des besoins concrets, impliquant des jeunes en situation d'errance, soit effectué grâce à l'expertise des structures existantes.



Le Forum des Jeunes insiste sur la nécessité de changer la perception des personnes sans logement ou mal logées, en particulier dans les médias.

Dans "Tu dors où ce soir ?", la vidéo de sensibilisation³³ créée dans le cadre de cet avis, deux jeunes avaient pu s'exprimer sur ce qu'ils estiment être les causes du sans-abrisme et ne disent pas autre chose :

On nous donne juste l'école, après que ça se passe bien en-dehors, c'est pas leur problème.

Je pense que les institutions se moquent un peu des différents problèmes des jeunes.

32 Via <https://syndicatdesimmenses.be/>

33 Via <https://www.youtube.com/watch?v=xwqzy-CqbbTs>

12. LES BESOINS CONCRETS DES JEUNES EN SITUATION D'ERRANCE OU DE SANS-ABRISME

Nous relayons directement dans ce point les besoins concrets que les jeunes de Macadam attendent dans le cadre de leur accompagnement :

Les demandes des jeunes sont diverses et variées, mais on constate une récurrence de certaines d'entre elles. D'une part, ces jeunes ont des demandes en lien avec leurs besoins de base :

- **Dormir** - avoir accès à un logement stable et pas uniquement des solutions temporaires.
- **Manger**
- **Se laver**
- **Laver ses vêtements**
- **Avoir accès à des produits d'hygiène**
- **Charger son téléphone**
- Avoir accès à une **connexion internet**, notamment pour prendre contact avec la famille au pays
- **Avoir accès à des soins**

La multiplication des lieux d'accueil et le renforcement de leur financement pouvant fournir ces services permettraient de mieux répondre aux demandes réelles des jeunes, pour, au-delà de la satisfaction de leurs besoins les plus essentiels, la perspective de créer des liens entre les équipes d'accueil et ces jeunes.

“Ils sont souvent en demande d'un accompagnement médical pour soigner des blessures, plus ou moins graves. De nombreux jeunes ont peur de l'hôpital et ne souhaitent pas s'y rendre, même lorsqu'ils souffrent de blessures importantes. Il y a donc un important travail à faire pour leur assurer un accès aux soins autrement que via l'hôpital. Beaucoup de jeunes sont également en demande d'une aide médicale urgente afin de pouvoir se soigner. La complexité des démarches administratives pour l'obtention de l'AMU rend généralement difficile l'accès effectif aux soins de santé.” (Macadam)

EN FINIR AVEC LE SANS-ABRISME

1. POUR NE LAISSER PERSONNE DERRIÈRE

Mais sinon, oui, tout le monde doit avoir un logement. C'est une obligation pour vivre décemment.

C'est pas beau d'avoir un sans-abri qui dort sur leurs bancs et du coup, pour embellir Bruxelles, ils ont été foutre des piquets sur tous les bancs. Ce que je trouve super dommage.

Il y a de plus en plus de sans-abris, mais le gouvernement les cache tellement pour faire bonne impression qu'on ne se rend plus compte assez et il faudrait trouver quelque chose pour qu'on règle ça parce que le gouvernement fait en sorte que si t'as pas de travail t'as pas de logement, mais si t'as pas de logement, t'as pas de travail. Du coup c'est un cercle vicieux.

Mais l'économie qui régit actuellement notre société a vite fait d'avalier et de recracher les gens dès qu'ils ne sont plus calibrés pour la servir, que ce soit pour des raisons de discrimination, de santé, de moyens, de chance, sociales, familiales, migratoires... elle ne tient pas compte de l'humain et une fois qu'on rentre en situation de précarité, le cercle vicieux s'installe et la descente peut être très rapide jusqu'à se retrouver à la rue...

Les jeunes affirment donc que le droit au logement est un droit fondamental. Un droit inscrit d'ailleurs par la Constitution dans son article 23 :

Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. (...) Ces droits comprennent notamment :

1° le droit au travail et au libre choix d'une activité professionnelle dans le cadre d'une politique générale de l'emploi, visant entre autres à assurer un niveau d'emploi aussi stable et élevé que possible, le droit à des conditions de travail et à une rémunération équitables, ainsi que le droit d'information, de consultation et de négociation collective;

2° le droit à la sécurité sociale, à la protection de la santé et à l'aide sociale, médicale et juridique;

3° le droit à un logement décent;

4° le droit à la protection d'un environnement sain;

5° le droit à l'épanouissement culturel et social.

Force est de constater qu'il n'est pas garanti lorsqu'on dénombre des dizaines de milliers de personnes dans la rue. Il est aussi intéressant de comprendre que les autres droits mentionnés (travail, protection et épanouissement) sont fortement dépendants de la question du logement.

Terrien sans logique t'es rien sans logis.

Dans le recensement des personnes en situation de sans-abrisme en 2021, il est établi qu'une personne sur cinq recensées était un jeune adulte et la tendance est inquiétante à ce sujet selon Caroline George, coordinatrice de projets à la Fondation Roi Baudouin : «*les 18-25 ans dépassent les 20%, ce qui signifie que le stéréotype du vieillard au coin de la rue ne correspond plus à la réalité. Nos premières données rejoignent des évolutions observées dans la littérature internationale, à savoir que le sans-abrisme est en train de rajeunir, qu'il y a une féminisation du public, qu'il y a plus de familles...*».³⁴

34 Le sans-abrisme continue à augmenter à Bruxelles, https://www.rtbf.be/info/societe/detail_le-sans-abrisme-continue-a-augmenter-a-bruxelles?id=10721749, page consultée en janvier 2022.

La réalité est d'ailleurs sans doute plus complexe avec des jeunes ne disposant pas d'un logement et qui vivent chez des proches avec toutes les difficultés que cela peut constituer et un risque de fracture sociale en cas de tension, par exemple, dans ce type de cohabitation, fragilisant davantage les jeunes en errance. D'autant plus avec la situation sanitaire du Covid-19.

Ceux-ci sont obligés de dormir une nuit chez l'un une nuit chez l'autre dans des conditions pas forcément adéquates avec les mesures prises. Et cette problématique relève du respect du confinement car normalement ils n'ont pas le droit de se trouver chez des gens. Un ami a été expulsé de chez son ami car les voisins ont interpellé les forces de l'ordre.

2. POUR RÉAFFIRMER LA FORCE DE NOTRE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE

Au final, c'est la participation citoyenne qui est rendue difficile d'accès quand les conditions de vie sont trop instables ou impactantes sur l'individu. La question du logement est un frein important à la représentativité et à la participation de nombreuses personnes en Belgique. La lutte contre le sans-abrisme constitue à ce titre un point d'attention capital d'une société démocratique.

Manque d'informations, manque d'hygiène, manque de soutien et de considération, fragilité psychologique, les sans-abris sont encore une fois les dernières personnes à être prises en compte.

À l'heure de la montée de la défiance envers les démocraties, il est urgent de renforcer celles-ci par la réelle prise en compte de chaque individu sous peine de rupture de confiance complète entre représentantes et citoyens. *“L'exclusion de larges parties de la population fait de la question du logement une nouvelle ligne de faille politique, une fracture aux répercussions imprévisibles. (...) le loyer est même devenu au XXI^e siècle ce que le pain fut dans l'histoire : un déclencheur d'insurrections.”*³⁵

Une colère qui transparaît dans certains commentaires :

C'est un sujet qui me touche, je ne comprends pas comment l'État, la société peut laisser des gens dormir à la rue.

Il faut prendre le problème à la racine et changer le système.

Réveiller le Gouvernement.

Changer de gouvernement.

3. NE PLUS MOURIR EN RUE

L'espace public peut être un lieu dangereux, quand on est une femme, quand on subit le racisme, quand on est la cible de stéréotypes et la plupart des jeunes ne font qu'emprunter ces lieux de passage. Quand on y vit, il faut ajouter à ces facteurs, qui touchent autant les personnes sans logement que les autres, la létalité de la rue, de son économie parfois floue à l'absence du confort le plus élémentaire. La rue tue. Le collectif des Morts de la rue compte 762 personnes sans-abris décédées entre 2005 et 2021³⁶. Uniquement sur le territoire de Bruxelles. Parmi elles, 39 avaient moins de 30 ans.

35 Courrier International n° 1619 du 11 Novembre 2021 consacré au logement.

36 Via http://mortsdelarue.brussels/IMG/pdf/21.15-ans-collectif-dossier-de_presse.docx.pdf

LE SANS-ABRISME EST UNE PROBLÉMATIQUE COMPLEXE QUI DEMANDE UNE RÉPONSE SYSTÉMIQUE.

-  Le Forum des Jeunes demande à ce que la lutte contre le sans-abrisme devienne une priorité politique.
-  Le Forum des Jeunes insiste sur le côté concerté des politiques locales, régionales et fédérales et demande à ce que des synergies soient trouvées pour répondre à un problème complexe et multifactoriel.
-  Le Forum des Jeunes plaide pour que les personnes en situation de sans-abrisme et de mal-logement soient directement impliquées dans la mise en place des solutions.
-  Le Forum des Jeunes demande qu'une politique spécifique liée aux jeunes en errance soit mise en place.

LE HOUSING FIRST FONCTIONNE

-  Le Forum des Jeunes plaide pour que davantage de politiques de type Housing First soient mises en place dans les Régions bruxelloise et wallonne.

ENCADRER LES LOYERS ET FREINER L'EXPLOSION DU PRIX DES LOGEMENTS

-  Le Forum des Jeunes demande aux régions d'évaluer la mise en place d'incitants fiscaux afin de diminuer le prix des loyers.
-  Le Forum des Jeunes insiste pour qu'un point d'attention sur ces incitants soit destiné à la jeunesse.
-  Le Forum des Jeunes plaide, plus largement, pour une politique d'encadrement des loyers.
-  Le Forum des Jeunes demande à ce qu'un travail d'exploration de pistes veillant à faciliter l'accès à la propriété chez les jeunes soit mis en place.

COMBATTRE LES DISCRIMINATIONS AU LOGEMENT

-  Le Forum des Jeunes demande un renforcement des contrôles des discriminations au logement, en particulier celles liées au racisme, à l'âge, au genre, à l'orientation sexuelle et aux revenus avec un point d'attention particulier à la combinaison de plusieurs de ces facteurs.
-  Le Forum des Jeunes plaide pour une meilleure information des devoirs des propriétaires en matière de logement par des campagnes de sensibilisation comme celle d'UNIA³⁷. Un point d'attention doit également être mis sur les types de discriminations susmentionnées.
-  Le Forum des Jeunes appelle les différents acteurs compétents à mieux informer les locataires de leurs droits, en particulier les jeunes.

37 La discrimination au logement De quoi s'agit-il ? Comment y réagir ? https://www.unia.be/files/Documenten/Publicaties/docs/1363_BXL_Logement_-_brochure_-_FR-AS.pdf

RENSEIGNER SUR LES DROITS



Le Forum des Jeunes insiste sur la nécessité de diffuser des informations sur les différents droits et aides auxquels les jeunes peuvent prétendre.



Le Forum des Jeunes prescrit d'utiliser des "canaux jeunes" pour diffuser cette information.



Le Forum des Jeunes plaide, à cet effet, pour une politique accrue de réduction de la fracture numérique.



Le Forum des Jeunes plaide pour que l'obtention des aides soit facilitée.

EMPLOYER CE QUI EXISTE



Le Forum des Jeunes demande aux différents gouvernements compétents en matière de logement de mettre en place des solutions concrètes pour mobiliser le bâti privé existant, par des mesures incitatives ou de sensibilisation si possible et de faire davantage appliquer les réglementations existantes (comme les amendes visant les logements inoccupés).



Le Forum des Jeunes plaide pour la reconversion du bâti public désaffecté et vide en logements sociaux.



Le Forum des Jeunes réclame l'utilisation effective et rapide des logements sociaux actuellement vides.

METTRE EN PLACE D'AUTRES TYPES D'INFRASTRUCTURES



Le Forum des Jeunes plaide pour une étude de l'intérêt de la création d'habitats légers de transition aidant à la mise en place de politiques Housing First et à la mobilisation du bâti existant ou à sa construction.



Le Forum des Jeunes demande la désinstallation des dispositifs «d'architecture hostile» et l'arrêt du déploiement de ceux-ci.



Le Forum des Jeunes plaide pour une meilleure redistribution des richesses dans notre société en particulier par :

- un impôt juste et équitable
- une aide adaptée et cohérente tenant compte du seuil de pauvreté
- l'étude de l'application du revenu universel (et de ses variantes)



Le Forum des Jeunes demande que les bénéficiaires mineur·e·s soient accompagné·e·s de façon continue lors de leur passage à la majorité.



Le Forum des Jeunes invite les grandes chaînes de la distribution à mettre en place une politique de gestion des invendus plus ambitieuse et à défaut, demande à ce qu'un cadre légal plus strict soit installé.



Le Forum des Jeunes plaide pour une réflexion sur le surendettement qui permettrait aux différents acteurs (dont les organismes de prêts) de trouver une solution à la spirale de la dette.

L'EMPLOI ET LA FORMATION PEUVENT ÉMANCIPER



Le Forum des Jeunes encourage à ce que l'accompagnement soit vu également comme une possibilité de formation, en particulier dans des domaines innovants et d'avenir.



Le Forum des Jeunes demande un renforcement des moyens pour lutter contre les discriminations à l'emploi, en particulier des jeunes.

AUGMENTER LES RESSOURCES LIÉES À L'ACCUEIL DES MENA



Le Forum des Jeunes encourage à ce que l'accueil des MENA soit renforcé par des mesures structurelles, en termes de places et de besoins, et par un renforcement des moyens d'accompagnement de ces jeunes.



Le Forum des Jeunes plaide pour une politique plus humaine et plus en phase avec les besoins des MENA, en proposant plus de solutions localisées à Bruxelles pour ne pas fragiliser encore davantage des jeunes aux parcours très difficiles.



Le Forum des Jeunes demande que les structures d'hébergement soient à taille humaine afin de pouvoir accompagner chaque jeune de façon adaptée à ses besoins.

LA JEUNESSE FAIT PARTIE DE LA SOLUTION



Le Forum des Jeunes demande à ce que les jeunes puissent davantage disposer de temps libre afin de pouvoir s'engager ou pouvoir effectuer un job en dehors de leur formation tout en ménageant leur qualité de vie.



Le Forum des Jeunes réitère son appel à mieux prendre en compte la réalité du volontariat chez les jeunes par des aménagements ou permettre des jours de congé citoyens.



Le Forum des Jeunes rappelle l'importance de la question de la santé mentale chez les jeunes.

ÉVITER LE REJET ET L'EXCLUSION AU SEIN DES FAMILLES ET DANS LA SOCIÉTÉ



Le Forum des Jeunes insiste sur la nécessité de promouvoir la communication non violente au sein des familles et des couples.



Le Forum des Jeunes demande à ce que davantage de moyens soient consacrés à la lutte contre les violences familiales et domestiques.



Le Forum des Jeunes plaide pour renforcer la sensibilisation aux droits des personnes LGBTQI+ et à la lutte contre les discriminations liées au genre ou à l'orientation sexuelle.



Le Forum des Jeunes demande que les forces de l'ordre soient mieux formées dans la communication avec le public des jeunes sans-abris et des MENA.



Le Forum des Jeunes plaide pour la promotion des lieux d'accueil pour les jeunes en difficulté (comme Macadam) grâce à des moyens supplémentaires de promotion de ces structures. Les canaux de diffusion doivent être ceux des jeunes (comme les réseaux sociaux par exemple) mais aussi du reste de la population (la télévision).

UNE DÉMOCRATIE PLUS INCLUSIVE



Le Forum des Jeunes plaide pour que les personnes en situation de mal-logement et de sans-abrisme soient davantage consultées au sujet des politiques qui les concernent au premier plan. Le Forum des Jeunes réaffirme sa disponibilité à cet effet.



Le Forum des Jeunes demande à ce qu'un travail exploratoire de cadastre des besoins concrets, impliquant des jeunes en situation d'errance, soit effectué grâce à l'expertise des structures existantes.



Le Forum des Jeunes insiste sur la nécessité de changer la perception des personnes sans logement ou mal logées, en particulier dans les médias.



Forum des Jeunes



@Forumjeunes_BE



forum.jeunes@cfwb.be



@forum.jeunes



02/413 29 30